Corriere Della Sera

SECTION POLITIQUES EUROPÉENNES & TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ÉDITION SPÉCIALE 26 OCTOBRE 2026

Gouvernance Énergétique de l'UE : Fracture entre Rigueur Coercitive et Pragmatisme Industriel

DOSSIER SPÉCIAL : L'ITALIE AU CŒUR DE L'EUROPE

Par **Feryelle Chabani**, Journaliste au Corriere Della Sera Rome / Bruxelles

La publication récente de la proposition de Règlement sur la gouvernance de l'Union de l'énergie (EDAR) par la Commission européenne a formellement ouvert l'une des phases de négociation les plus complexes pour l'avenir économique et environnemental du continent. Dans le sillage du cadre Climat 2040 (fixant l'objectif de -90 % d'émissions nettes), le débat politique au sein du Parlement européen se polarise autour de deux visions opposées : d'un côté, la gauche européenne (The Left) exige des contraintes sanzionatoires rigides ; de l'autre, les groupes conservateurs (ECR) plaident pour la flexibilité, la neutralité technologique et la sauvegarde de la compétitivité.

NOTE D'ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FACT-CHECKING (CORRIERE DELLA SERA)

En examinant les positions en présence, les données statistiques et économiques officielles fournissent des arguments solides à chacune des deux thèses, illustrant l'équilibre délicat requis par la transition :

• Éléments donnant raison à la rigueur environnementale (The Left) : Selon les évaluations des PNEC par la Commission européenne, les trajectoires actuelles des États membres conduisent à une réduction des émissions de 54 % d'ici 2030 (contre l'objectif contraignant de 55 %), alors que l'UE reste dépendante à 57 % des importations d'énergies fossiles, représentant 96 milliards d'euros de subventions publiques aux fossiles en 2024. De plus, la précarité énergétique touche encore 9,2 % des ménages européens (Eurostat).

• Éléments donnant raison au pragmatisme et au nucléaire (ECR) : Selon les données du GIEC (2022), l'empreinte carbone du nucléaire n'est que de 12 g CO_2/kWh (équivalente à l'éolien). La crise des prix montre que l'industrie manufacturière européenne (notamment italienne) paye son électricité deux à trois fois plus cher qu'aux États-Unis, comme l'a souligné le rapport Draghi sur la compétitivité (2024). En vertu de l'Article 194 du TFUE, la liberté de choix du mix énergétique reste une prérogative souveraine indispensable pour garantir la viabilité économique.

En tant que quotidien européen et progressiste, soucieux de la réussite écologique tout comme du maintien du tissu productif et de la cohésion entre États membres, le Corriere della Sera offre une tribune au débat démocratique. Nous publions ci-dessous l'intégralité de la prise de position officielle du groupe ECR transmise par la députée Elena Donazzan, en réponse au communiqué diffusé par le groupe The Left.

COMMUNIQUE DE PRESSE : Bruxelles, le 26 octobre 2026 – *Groupe ECR au Parlement européen*

Énergie et climat : *The Left* déborde de promesses, mais manque cruellement de courage.

Au sein du groupe ECR **nous avons récemment pris connaissance du communiqué de presse de *The Left***, et nous en sommes profondément **déçus**. Ce communiqué nous paraît en effet vindicatif : il exprime un **grand désaccord** avec ce qui avait été convenu lors de la réunion de la Commission ITRE et laisse ainsi présager **d'importantes divisions internes** au sein même du parti, qui pourraient à notre sens nuire au bon déroulement des négociations.

Il nous paraît **illusoire de penser que des objectifs climatiques contraignants et des PNEC coercitifs permettraient d'atteindre les objectifs nationaux d'ici 2030 et au-delà**. À nos yeux, une telle approche ne ferait que **creuser le fossé économique entre les États membres** et risquerait de démobiliser nombre d'entre eux. **Nous ne voulons pas d'une écologie punitive,** mais d'un système permettant à chaque État de garder le contrôle sur son mix énergétique, dans le respect de **l'article 194 du TFUE**, basé **sur l'accompagnement des membres de l'UE et non sur leur sanction aveugle.**

Il en va de même pour le fonds de solidarité carbone : ***The Left* ne propose aucune mesure viable.** Comment comptent-ils répondre à la **question du financement**, dans une Europe qui connaît **un déclin industriel sans précédent**, mis en alerte par le rapport Draghi de 2024 et dont les coûts de la transition énergétique se font chaque jour ressentir. Ces objectifs climatiques ne font qu'affaiblir une Europe préalablement en difficulté et **compromettent davantage le financement d'une transition juste.**

Enfin, le **refus de reconnaître le nucléaire comme une énergie bas carbone** illustre le positionnement idéologique de The Left, qui fonctionne **par principe plutôt que par nécessité.** Nous rappelons que le nucléaire représente une **empreinte carbone minimale** - environ 12 g de CO_2 par kWh selon les estimations du GIEC (2022) et que **la crise actuelle ne nous laisse pas le luxe de maintenir son exclusion des énergies bas carbone**.

La proposition de la Commission venant d'être publiée, nous avons confiance en la perspective de **travailler ensemble au sein de la majorité parlementaire** pour **une Europe souveraine et soutenable sur les plans énergétique et climatique.**

ECR

